

Relations internationales

ROME, ITALIE – JEUDI 20 ET VENDREDI 21 NOVEMBRE 2014

CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION DES PARLEMENTS NATIONAUX DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS CANDIDATS À L'ADHÉSION

La conférence interparlementaire s'est tenue dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne. La Chambre des représentants y avait délégué M. Vincent Van Quickenborne, président de la commission des Affaires sociales.

Session d'ouverture

Les participants à la conférence ont été accueillis par Mme Laura Boldrini, présidente de la Chambre des représentants italienne, et M. Pietro Grasso, président du Sénat italien, qui ont passé en revue les défis majeurs de l'Union européenne dans les domaines couverts par la conférence, à savoir la création d'emplois, l'agenda numérique, la promotion de la recherche et de l'innovation et le rôle des villes.

Session 1 – La voie européenne vers des emplois stables et de qualité

Au cours de cette session, les orateurs suivants ont présenté un exposé:

- M. Giuliano Poletti, ministre italien de l'Emploi et des Affaires sociales;
- M. Alessandro Goglio, conseiller auprès de la direction Emploi, Travail et Affaires sociales de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE);
- M. Steven Tobin, économiste en chef auprès du département de recherche de l'Organisation Internationale du Travail (OIT);
- Mme Donata Gottardi, professeur en droit du travail à l'université de Vérone.

M. Giuliano Poletti a dressé une synthèse des priorités de la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne, qui ont été fixées en concertation avec la Commission européenne. Il a souligné la nécessité de mener des réformes structurelles pour atteindre les objectifs de Lisbonne 2020.

M. Alessandro Goglio a évoqué les principales évolutions intervenues sur le marché du travail dans la zone OCDE depuis le début de la crise économique et financière de 2008:

- le taux de chômage diminue petit à petit, mais cette amélioration demeure timide et doit être consolidée;
- de nombreux travailleurs faiblement qualifiés sont confrontés à une diminution réelle de leur capacité de gain. Cette évolution, qui va probablement se maintenir longtemps, présente un coût tant économique que social;
- l'augmentation du nombre d'emplois ne s'est pas traduite, à ce jour, par une détérioration de la qualité de ceux-ci.

M. Steven Tobin a souligné l'importance de la croissance au regard de la création d'emplois, mais il a ajouté que la croissance à elle seule ne suffit pas: une stratégie d'emploi globale et inclusive doit être développée en concertation avec les organisations patronales, les syndicats et le gouvernement, et cette stratégie doit faire l'objet d'une évaluation et d'un suivi permanents.

Mme Donata Gottardi a plaidé pour l'abandon des modes de réflexion conventionnels sur le travail. Des objectifs concrets doivent être fixés, mais un changement de mentalité est tout aussi essentiel, notamment en matière d'innovation et de mobilité sur le marché du travail.

M. Vargiu Pierpaolo, président de la commission des Affaires sociales de la Chambre des représentants italienne, a tiré les conclusions suivantes de cette session:

- la politique d'austérité actuelle affecte dans une trop large mesure le pouvoir d'achat et la croissance et doit être complétée par une nouvelle politique. À cet égard, un changement de paradigme s'impose au sein de l'Union européenne: au lieu d'investir dans des secteurs importants par le passé, les gouvernements doivent soutenir des entreprises innovatrices de façon ciblée;
- l'âge de la retraite doit être relevé, mais pas pour tous les emplois: il convient de faire preuve de davantage de flexibilité et de variabilité en la matière;
- les marchés de l'emploi des États membres de l'Union européenne doivent être davantage intégrés, ce qui suppose une harmonisation des politiques en matière d'emploi.

Session 2 – Les perspectives offertes par le marché numérique

Cette session a été inaugurée par M. Lorenzo Benussi, membre de la Table d'innovation de la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne et conseiller stratégique auprès du consortium TOP-IX, et M. Kumardev Chatterjee, président du Forum des jeunes innovateurs européens.

M. Lorenzo Benussi a plaidé pour une économie fondée sur les données ("*data driven economy*"). Pour anticiper au mieux cette nouvelle économie, il convient de promouvoir la collaboration entre les secteurs public et privé. À cet égard, les pouvoirs publics doivent mener une politique de données effective tenant compte de la complexité et axée sur la valeur des données ("*data value*") (en veillant à investir dans les applications les plus génératrices d'emplois et de croissance).

M. Kumardev Chatterjee a fait observer que les produits les plus novateurs de l'économie numérique n'ont pas été développés en Europe. Il a plaidé pour quatre grands changements au sein de l'Union européenne: l'acceptation de l'échec de *start-up* (en tant que processus d'apprentissage préparant à la création d'autres *start-up* performantes), un meilleur ciblage des investissements dans les infrastructures, une approche intégrée ("*mainstreaming*") de l'entrepreneuriat et la simplification de l'accès au financement et aux marchés.

M. Vincent Van Quickenborne a émis la thèse selon laquelle le manque de *start-up* européennes au sein de l'économie numérique est en grande partie dû aux décideurs politiques, qui ont tendance à défendre les acteurs établis sur un marché déterminé et à négliger l'innovation. Des entreprises et des modèles économiques appelés à disparaître à terme sont ainsi soutenus, au détriment de nouvelles idées et applications. Un exemple parlant à cet égard est celui de l'application de transport *Uber*, contrecarrée par les pouvoirs publics, qui jugent plus important de protéger le monopole du secteur des taxis. Il importe donc que nos décideurs politiques modifient fondamentalement leur façon de réfléchir à l'évolution de l'économie.

Session 3 – La recherche, moteur de la croissance

Cette session s'est ouverte avec des exposés introductifs présentés par les orateurs suivants :

- M. Markus Perkmann, professeur à l'*Imperial College London*;
- M. Roberto Cingolani, directeur scientifique à l'Institut italien de technologie;
- M. Daniele Archibugi, professeur au *Birkbeck college* de la *University of London* et membre du Conseil national de la recherche en Italie ;
- Mme Maria Carrozza, membre de la Chambre des représentants italienne et professeure à la *Scuola Superiore Sant'Anna*, à Pise.

M. Markus Perkmann a mis en lumière la tension qui caractérise les relations entre la connaissance publique et l'innovation privée. Les universités étant principalement financées par l'État, ce dernier attend de ces investissements qu'ils aient une incidence sociale positive et accessible à tous. Or, cette attente peut être en contradiction avec les intérêts privés des entreprises, qui bâtissent sur les résultats obtenus. Étant donné que la recherche financée par les deniers publics doit être menée dans un environnement trop complexe, il faut élaborer de nouveaux modèles de coopération plus adaptés, entre les universités et les entreprises.

M. Roberto Cingolani a évoqué le caractère fragmenté du paysage de la recherche dans l'Union européenne, qui fait perdre efficacité et opportunités. Il a appelé à la création d'équipes multidisciplinaires, à une fertilisation croisée entre l'État et le monde des entreprises, à un assouplissement du droit du travail pour les travailleurs de la connaissance et à une harmonisation de la recherche, tant au niveau national qu'international.

M. Daniele Archibugi a démontré que la recherche scientifique avait grandement contribué à relancer l'économie européenne après la crise de 2008. En effet, les pays ayant investi le plus activement dans la recherche et l'innovation en choisissant, pour ce faire, les secteurs au potentiel le plus élevé, sont ceux qui enregistrent aujourd'hui les meilleurs résultats en matière de croissance économique. Le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, qui limite le déficit budgétaire maximum autorisé à 3%, devrait donc admettre une exception pour les investissements dans la recherche.

Mme Maria Carrozza a décrit les tendances les plus récentes en matière de recherche et d'innovation ainsi que leur incidence sur la société. Elle a surtout insisté sur l'importance croissante de la robotique et sur la nécessité d'un nouveau modèle de carrière pour les chercheurs.

Mme Maria Spilabotte, présidente de la commission des Affaires Sociales du Sénat italien, a tiré de la session les conclusions suivantes :

- Chaque pays de l'Union européenne possède une culture, des racines et une histoire qui lui sont propres. Ces différences n'entravent pas l'intégration, mais requièrent une spécialisation : les pays qui excellent dans un certain domaine doivent s'y consacrer, afin de pouvoir faire la différence ;
- Nos pays doivent exceller dans les secteurs auxquels ils consacrent leur attention et se mesurer aux pays les plus avancés en la matière, en particulier les États-Unis et la Chine ;
- Les nouveaux projets doivent bénéficier d'un suivi rigoureux afin de permettre toute rectification ou amélioration;
- La réglementation doit faire l'objet de modifications si celles-ci peuvent promouvoir de nouveaux développements. Il est également nécessaire de parvenir à un socle d'accords européen, afin d'accroître notre réactivité et de lutter contre la concurrence déloyale.

Session 4 – Les villes, levier de l'innovation

Au cours de cette session, les orateurs suivants se sont exprimés :

- Mme Flavia Marzano, présidente des États généraux de l'innovation en Italie;
- M. Michele Vianello, « évangéliste » numérique chez *Ars et Inventio*;
- M. Alessandro Rinaldi, membre de l'Unité pour les études économiques du rassemblement des Chambres italiennes de commerce.

Mme Flavia Marzano a insisté sur l'importance fondamentale du rôle joué par les villes dans la réduction du fossé numérique et la facilitation des évolutions numériques. L'ouverture et la capacité à partager leurs expériences avec d'autres villes sont les valeurs clés des cités du 21^{ème} siècle.

M. Michele Vianello dirige une entreprise qui vient en aide à des partenaires publics et privés dans l'innovation urbaine. L'objectif de son entreprise est de parvenir à une interaction de qualité entre les personnes en développant les possibilités technologiques. Ce projet, qui ne consiste pas uniquement à fournir un accès généralisé aux réseaux *wifi*, concerne aussi et surtout la manière dont on utilise certaines applications pour améliorer le quotidien des citoyens. Il a souligné que les villes intelligentes évoluent en permanence, ce qui rend les possibilités d'évolution numérique infinies.

M. Alessandro Rinaldi a attiré l'attention sur l'importance d'innovations propres pour le potentiel de croissance future de nos économies. Il a également démontré que les régions italiennes qui misent à fond sur une croissance entièrement propre sont plus prospères et créent davantage d'emplois que les régions encore dominées par l'ancien modèle industriel.

M. Vincent Van Quickenborne a insisté sur l'importance d'une communication permanente entre les villes et leurs citoyens par le biais des technologies les plus *up to date*. Le citoyen ne perd pas son influence dès l'instant où il a émis son vote. Il doit, au contraire, avoir à tout moment, simplement et sans obstacle, la possibilité de notifier un problème ou de formuler une idée.

La mise à disposition d'un réseau *wifi* public, déjà concrétisée à Amsterdam et à Barcelone, constitue une étape importante dans la bonne direction, car elle permettrait aux citoyens d'accéder à toutes les applications utiles.

Les autorités communales ne doivent pas concevoir elles-mêmes ces applications, mais suivre de près les dernières évolutions technologiques qui pourraient contribuer à une organisation de la vie urbaine qui soit à la fois la plus confortable et la plus efficace. Pour qu'une ville puisse réagir rapidement aux dernières avancées, elle devrait désigner un *chief intelligence officer*, qui rechercherait en permanence les possibilités d'amélioration.

L'orateur a illustré son intervention par quelques exemples d'applications intelligentes à Courtrai, ville dont il est le bourgmestre :

- Une *appli* de stationnement intelligente a permis de réduire un phénomène gênant – celui des voitures circulant à la recherche d'une place de parking – en indiquant le nombre de places de stationnement restantes en un lieu et à un moment déterminés ;
- Grâce à une application indiquant le nombre de délits commis à un endroit donné, la police peut concentrer ses efforts sur les zones où le plus grand nombre de délits a été enregistré.